

# «Les aînés sont prêts à réduire les coûts de la santé»

**Genève** L'Université des seniors publie une étude sur le lien entre économie et santé. Elle révèle un potentiel de réduction des coûts.



Si les personnes âgées estiment que les soins ne sont pas rationnés actuellement, elles craignent que cela change à l'avenir.

Image: Olivier Vogelsang

Médecin, le professeur Hans Stalder a été le responsable du Département de médecine communautaire des HUG. Beat Bürjenmeier a été professeur d'économie politique à l'Université de Genève. Aujourd'hui tous deux retraités, ils ont participé à une «enquête sur la perception des coûts de la santé» menée par la Commission santé de l'Université des seniors (Uni3)\*. Ils commentent les résultats de cette étude menée auprès des professionnels de la santé, des spécialistes de l'économie et des personnes âgées.

**Quels sont pour vous les enseignements les plus intéressants de cette enquête?**

**Hans Stalder (H.S.)** Ce qui m'a frappé en tant que médecin, c'est que, globalement, les personnes âgées sont d'accord de diminuer les coûts de la santé. Par exemple en déléguant certains actes médicaux à d'autres professionnels de la santé que les médecins, spécialement les infirmières. En revanche, ils refusent fortement qu'on touche à la qualité des repas dans les hôpitaux. De même, la diminution du salaire des médecins est majoritairement refusée. J'ai également trouvé assez étonnant que personne ne sache quel est le coût réel du traitement d'une pneumonie à l'hôpital.

**Beat Bürjenmeier (B.B.)** Pour moi qui suis économiste, le plus surprenant est l'énorme confusion qui règne lorsqu'on parle d'économie. Plutôt que d'opposer santé et économie, on devrait davantage insister sur la complémentarité des critères médicaux et économiques. De fait, la rationalité économique n'est pas mauvaise en soi. Cela dit, je pense que les économistes sont en partie responsable de cette défiance car ils font semblant de pouvoir évaluer le qualitatif en utilisant en réalité des critères quantitatifs.

**H.S.** On ne peut en effet quantifier la qualité. De plus, l'appréciation de la qualité de vie est très individuelle. Cela sera du reste le sujet de notre prochaine étude.

**Votre enquête montre néanmoins qu'il existe des pistes pour faire accepter certaines réductions de coûts?**

**B.B.** Oui. Quand on en vient à des propositions précises de réduction des coûts, cela n'est pas écarté d'emblée. On peut trouver une adhésion si on sort de l'abstrait. Ainsi, une certaine rationalisation de l'hébergement dans les hôpitaux est bien acceptée. Surtout en privé et en semi-privé car il existe en la matière une sorte de surenchère entre cliniques.

Par Eric Budry **Mis à jour à 06h00**

## La grande crainte du rationnement des soins

Ce n'est pas l'amour fou entre l'économie et la santé. Les réponses au questionnaire qui fonde l'étude de la Commission santé d'Uni3 l'expriment de multiples façons. «Un grand pourcentage des personnes consultées pense que les aspects économiques prennent une part trop importante dans le domaine de la santé», écrivent les auteurs.

La situation actuelle n'est toutefois pas jugée dramatique. A l'affirmation «les personnes âgées subissent un rationnement des soins», la grande majorité des résidents EMS, des pharmaciens, des économistes répond non. En revanche, les infirmières d'EMS sont plus indécises (7 sur 15) ou même d'accord (6 sur 15). Ce qui laisse supposer qu'elles constatent déjà des restrictions.

Globalement, c'est toutefois la crainte d'une dérive future du système de santé qui se manifeste dans le rejet d'une emprise trop forte de l'économie. «Il existe clairement la crainte qu'à l'avenir certaines prestations soient rationnées, ce qui mettrait à l'épreuve la solidarité entre jeunes et vieux», affirment les auteurs.

Une partie du questionnaire explore des propositions visant à diminuer les coûts. On y décèle une grande méfiance vis-à-vis des caisses maladie, ce qui – dans le contexte actuel des hausses de primes – n'est guère étonnant. En résumé, si une collaboration visant à maîtriser les coûts est souhaitée entre le public et les médecins, elle est rejetée avec les assurances-maladie.

Signe supplémentaire de cette défiance, 69,6% des sondés estiment que la diminution des coûts de la santé est dans l'intérêt des assurances. Ces dernières sont soupçonnées d'être les principales bénéficiaires des mesures qui cherchent à comprimer les coûts.

Parmi les mesures acceptées par une majorité, on trouve la délégation de tâches des médecins aux infirmières dans les EMS et pour l'ambulatoire ou la rationalisation de l'hébergement tant

H.S. Cette ouverture n'est finalement que la suite de ce que nous avons constaté lors de notre précédente étude. Elle montrait que ce que veulent réellement les patients en EMS en termes de soins est en réalité moins coûteux que ce qui leur est prodigué.

La grande méfiance que l'on perçoit vis-à-vis de l'économie provient-elle de la crainte d'un rationnement de soins si on suit trop cette logique?

H.S. En général, les gens âgés sont satisfaits de la prise en charge médicale actuelle, mais ils s'inquiètent effectivement que cela change à l'avenir.

B.B. Oui, c'est du reste un peu curieux. Il y a une grande méconnaissance du système des assurances qui, il est vrai, reste très opaque. J'y perçois une méfiance vis-à-vis des grands ensembles et des jeux de pouvoir.

Craignez-vous une emprise de plus en plus forte de la logique économique dans le domaine des soins?

H.S. L'évolution de l'hospitalier me rend pessimiste. L'hôpital est souvent ressenti par les aînés comme une machine et a perdu le côté hospice de son origine. J'estime que la concurrence entre hôpitaux privés et publics est absurde. On compare des choses qui ne peuvent l'être. J'ai l'impression que la population pourrait un jour se révolter.

B.B. Ce qu'il faut se garder de faire, c'est de croire que l'on peut éviter le débat éthique sur la médecine en utilisant des critères économiques. Les critères économiques ne sont pas neutres. Pour réparer le système, il faut de la transparence et davantage de débats sur les valeurs.

---

\*«Solidarité mise à l'épreuve. Enquête sur la perception des coûts de la santé.» Commission santé de l'Université du 3e âge de Genève; octobre 2016.

(TDG)

(Créé: 19.10.2016, 20h36)

à l'EMS qu'à l'hôpital. Pas question en revanche de toucher à la qualité des repas.

**E.BY**

---

#### Articles en relation

«La santé mentale des seniors devrait être une priorité»

**Vieillessement** Longévité et troubles  
psychiatriques font un cocktail explosif. Le  
point avec Armin von Gunten, chef de la  
psychogériatrie au CHUV. [Plus...](#)

Par Marie Nicollier 24.01.2016